

II. Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Titre du projet de rapport	Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
Origine	Décision du Bureau
Titre	Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
Date	30/06/2017
Rapporteur(e)	EFSTATHIOU, Constantinos
Pays	Chypre
Groupe politique	SOC
Désigné le	01/10/2019
Rapporteur(s) précédent(s)	10/10/2017 (VENIZELOS, Evangelos, Grèce, SOC)
Renvoi	
Numéro	4313
Date	30/06/2017
Prolongé le	07/05/2020 (12/04/2019)
Valable jusqu'au	31/10/2020
Autres	
Etat d'avancement en commission	<p>Le 23/01/2018, la commission a examiné une note introductive et a accepté la demande du rapporteur d'envoyer une lettre aux délégations nationales sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Résolution 2178 (2017) et de tenir deux auditions, une avec le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, des représentants du Comité des Ministres et du Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, et une avec des représentants de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), de la société civile et un expert universitaire, sous réserve de la disponibilité de fonds.</p> <p>Le 24/04/2018, la commission a tenu une audition avec la participation de trois experts.</p> <p>Le 09/10/2018, le commission a tenu une audition avec deux experts et a accepté la proposition du rapporteur de tenir un échange de vues avec les chefs des délégations nationales des pays avec le plus grand nombre d'arrêts non mis en œuvre, sous réserve de la disponibilité de fonds.</p> <p>Le 13/12/2018, la commission a décidé d'ouvrir au public les auditions prévues pour la partie de session de janvier 2019.</p> <p>Le 22/01/2019, la commission a tenu une audition avec la participation de M. Mustafa Yeneroğlu, membre de la délégation turque auprès de l'Assemblée, et des experts du ministère turc de la justice, et a décidé de déclassifier la note d'information concernant l'exécution des arrêts contre la Turquie et l'Ukraine.</p> <p>Le 22/01/2019, la commission a tenu une discussion en l'absence du chef de la délégation ukrainienne auprès de l'Assemblée.</p> <p>Le 09/04/2019, la commission a tenu un échange de vues public avec M. Zsolt Németh, Président de la délégation hongroise auprès de l'Assemblée. Elle a convenu de déclassifier la note d'information concernant la mise en œuvre des arrêts de la cour européenne des droits de l'homme contre la Hongrie et l'Italie.</p> <p>Le 09/04/2019, la commission a également tenu un échange de vues public avec la participation de M. Alvisè Maniero, Président de la délégation italienne auprès de l'Assemblée, et de Mme Maria Giuliana Civinini, Co-agente du gouvernement italien devant la Cour européenne des droits de l'homme.</p> <p>Le 25/06/2019, la commission a décidé d'ouvrir au public deux auditions prévues pour la partie de session d'automne 2019.</p> <p>Le 15/11/2019, en l'absence du rapporteur, la commission a examiné une note d'information et a décidé de la déclassifier.</p> <p>Le 10/12/2019, la commission a examiné une note d'information sur la mise en œuvre des arrêts contre la Roumanie et a décidé de la déclassifier. Elle a tenu une audition avec la participation de M. Titus Corlăţean, (Roumanie, SOC) et a accepté la proposition du rapporteur de tenir un échange de vues sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme contre la Fédération de Russie avec le Président de la délégation russe de l'Assemblée lors de la prochaine réunion de commission.</p> <p>Le 27/01/2020, la commission a décidé d'ouvrir au public l'audition prévue cette même semaine.</p> <p>Le 28/01/2020, la commission a tenu un échange de vues avec le Président de la délégation de la Fédération de Russie à l'Assemblée et un représentant du Ministère de la Justice. Elle a décidé de déclassifier la note d'information sur la mise en œuvre des arrêts contre la Fédération de Russie et de saisir la Commission de Venise pour un avis sur le projet d'amendement à la Constitution de la Fédération de Russie (tel que proposé par le Président de la Fédération de Russie le 15 janvier 2020) selon laquelle les</p>

accords et traités internationaux, ainsi que les décisions des organes internationaux ne peuvent s'appliquer que dans la mesure où ils n'entraînent pas de restrictions aux droits et libertés des personnes et des citoyens et ne contredisent pas la Constitution.

Le 05/06/2020, la commission a examiné un projet de rapport et a adopté un projet de résolution et un projet de recommandation.

Adopté en commission le	05/06/2020
N° Doc. du rapport	15123
Date prévue de débat	2021 - Première partie de session

Titre du projet de rapport	Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord
-----------------------------------	--

Origine	Proposition
Titre	Le rétablissement des droits de l'homme et de l'État de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord
Numéro	14382
Date	13/10/2017
Rapporteur(e)	SCHWABE, Frank
Pays	Allemagne
Groupe politique	SOC
Désigné le	12/12/2017
Renvoi	
Numéro	4333
Date	13/10/2017
Prolongé le	07/05/2020 (31/01/2020, 04/10/2019)
Valable jusqu'au	31/03/2021

Autres

Etat d'avancement en commission	<p>Le 14/03/2018, en l'absence du rapporteur, la commission a décidé de reporter l'examen de sa note introductive à la partie de session d'avril 2018 et a autorisé la demande du rapporteur d'effectuer une visite d'information en Fédération de Russie, y compris dans la région du Caucase du nord, sous réserve de la disponibilité des fonds.</p> <p>Le 24/04/2018, en prévision de l'audition jointe avec la Commission sur l'égalité et la non-discrimination sur « Les allégations de discrimination extrême et actes criminels présumés commis contre les personnes LGBTI en République tchétchène (Fédération de Russie) », la commission a accepté de partager la note introductive du rapporteur avec les membres de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination.</p> <p>Le 24/04/2018, la commission a tenu une audition jointe avec la Commission sur l'égalité et la non-discrimination avec la participation de deux experts, dans le cadre de la préparation de ce rapport et celui de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination sur « Les allégations de discrimination extrême et d'actes criminels présumés commis contre les personnes LGBTI en République tchétchène (Fédération de Russie) ».</p> <p>Le 26/04/2018, la commission a examiné une note introductive.</p> <p>Le 10/09/2018, la commission a tenu une audition avec la participation de deux experts.</p> <p>Le 25/06/2019, la commission a tenu une audition avec la participation de quatre experts.</p> <p>Du 18 au 20/09/2019, le rapporteur a effectué une visite d'information à Moscou et à Grozny (Fédération de Russie).</p> <p>Le 30/09/2019, la commission a pris note du rapport oral du rapporteur sur sa visite à Moscou et Grozny (Fédération de Russie) du 18 au 20/09/2019. Elle a autorisé le rapporteur à effectuer une autre visite d'information en Fédération de Russie, incluant les républiques d'Ingouchie et du Daghestan (sous réserve de la disponibilité des fonds). Elle a décidé de demander au Bureau la prolongation du renvoi de ce rapport.</p> <p>Le 15/11/2019, la commission a autorisé la tenue d'une audition en commission avec les victimes de la persécution des LGBTI en République tchétchène (Fédération de Russie), y compris les personnes apparaissant anonymement et a autorisé le rapporteur à mener des entretiens supplémentaires séparés avec des victimes anonymes.</p> <p>Le 27/01/2020, la commission a décidé d'ouvrir une audition prévue cette même semaine à des personnes ayant un intérêt spécifique.</p> <p>Le 28/01/2020, la commission a tenu une audition avec la participation de trois témoins et un expert. Elle a décidé de demander au Bureau d'autoriser la prolongation du renvoi jusqu'au 30/09/2020 pour permettre la deuxième visite dans la région, précédemment reportée à la demande de la délégation russe.</p>
---------------------------------	--

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe
Origine	Décision du Bureau
Titre	Restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe
Rapporteur(e)	LOUIS, Alexandra
Pays	France
Groupe politique	ADLE
Désigné le	29/06/2020
Rapporteur(s) précédent(s)	10/09/2018 (SOTNYK, Olena, Ukraine, ADLE) 15/11/2019 (ANDERSON, Donald, Royaume-Uni, SOC)
Renvoi	
Numéro	4394
Date	29/06/2018
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	29/12/2020
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 08/10/2018, la commission a accepté la proposition de la rapporteure de saisir la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) pour un avis sur la compatibilité avec les normes internationales des droits de l'homme de la loi hongroise du 20/07/2018 modifiant certaines lois fiscales et autres lois y relatives, et sur la taxe d'immigration. Le 13/12/2018, la commission a examiné une note introductive. Le 04/03/2019, la commission a tenu une audition publique avec la participation de trois experts. Le 14/10/2020, la commission a décidé de tenir une audition lors d'une prochaine réunion avec jusqu'à trois experts.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	2021 - Première partie de session

Titre du projet de rapport	Nécessité de renforcer d'urgence les cellules de renseignement financier – Des outils plus efficaces requis pour améliorer la confiscation des avoirs illicites
Origine	Proposition
Titre	Nécessité de renforcer d'urgence les cellules de renseignement financier – Des outils plus efficaces requis pour améliorer la confiscation des avoirs illicites
Numéro	14638
Rapporteur(e)	ÆVARSDÓTTIR, Thorhildur Sunna
Pays	Islande
Groupe politique	SOC
Désigné le	15/11/2019
Rapporteur(s) précédent(s)	13/12/2018 (VEN, Mart van de, Pays-Bas, ADLE)
Renvoi	
Numéro	4411
Date	23/11/2018
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	23/05/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 29/06/2020, la commission a examiné une note introductive et a accepté la demande de la rapporteure de tenir une audition avec trois experts au maximum, sous réserve de la disponibilité des fonds. Le 09/09/2020, la commission a tenu une audition avec la participation de trois experts.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	2021 - Première partie de session

Titre du projet de rapport	Lutte contre la corruption – Principes généraux de la responsabilité politique
Origine	Proposition
Titre	Lutte contre la corruption – Principes généraux de la responsabilité politique
Numéro	14639
Rapporteur(e)	VLASENKO, Sergiy
Pays	Ukraine
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	30/01/2020
Commission pour avis	Commission des questions politiques et de la démocratie
Rapporteur(e)	KARAMANLI, Marietta
Pays	France
Groupe politique	SOC
Désigné le	05/03/2019
Renvoi	
Numéro	4412
Date	23/11/2018
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	23/05/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 29/06/2020, la commission a examiné une note introductive et a accepté, sous réserve de la disponibilité des fonds, les demandes du rapporteur de tenir une audition avec des représentants du GRECO, de MONEYVAL, de la Banque mondiale, de Transparency International et du International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), et d'effectuer une visite d'information en Islande.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Les juges doivent rester indépendants en Pologne et en République de Moldova
Origine	Proposition
Titre	Les juges doivent rester indépendants en Pologne et en République de Moldova
Numéro	14650
Rapporteur(e)	ORLANDO, Andrea
Pays	Italie
Groupe politique	SOC
Désigné le	04/03/2019
Renvoi	
Numéro	4416
Date	21/01/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	21/07/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 01/10/2019, la commission a examiné la note introductive du rapporteur et a décidé de la déclasser. Elle a autorisé une audition avec un maximum de trois experts à une prochaine réunion et une visite d'information du rapporteur en Pologne (l'audition et la visite sous réserve de la disponibilité des fonds). Le 10/12/2019, la commission a tenu une audition publique avec trois experts. Une visite d'information à Varsovie, prévue pour les 17 et 18 février 2020, a dû être annulée.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	2021 - Première partie de session

Titre du projet de rapport	Détournement du système de Schengen par des États membres du Conseil de l'Europe pour infliger des sanctions à motivation politique
Origine	Proposition
Titre	Détournement du système de Schengen par des États membres du Conseil de l'Europe pour infliger des sanctions à motivation politique
Numéro	14652
Rapporteur(e)	RUKAVISHNIKOVA, Irina
Pays	Fédération de Russie
Groupe politique	NI
Désigné le	15/11/2019
Rapporteur(s) précédent(s)	04/03/2019 (SOTNYK, Olena, Ukraine, ADLE)
Renvoi	
Numéro	4417
Date	21/01/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	21/07/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 25/03/2020, par une procédure de consultation écrite sur la note introductive de la rapporteure, les demandes de cette dernière d'organiser une audition lors d'une prochaine réunion avec jusqu'à trois experts, d'effectuer une visite d'information à Bruxelles et d'envoyer un questionnaire via le Centre européen de recherche et de documentation parlementaires (CERDP) aux États membres du Conseil de l'Europe participant au SIS II ont été acceptées. Le 05/06/2020, la commission a examiné une note introductive révisée et a approuvé un projet révisé de questionnaire à envoyer au CERDP. Elle a noté que la demande de la rapporteure visant à autoriser une audition avec jusqu'à trois experts et une visite d'information à Bruxelles a été approuvée dans le cadre de la procédure de consultation écrite, sous réserve de la disponibilité des fonds.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Les responsables politiques devraient-ils être poursuivis pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat?
Origine	Proposition
Titre	Les responsables politiques devraient-ils être poursuivis pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat?
Numéro	14802
Rapporteur(e)	CILEVIČS, Boriss
Pays	Lettonie
Groupe politique	SOC
Désigné le	08/04/2019
Commission pour avis	Commission sur l'égalité et la non-discrimination
Rapporteur(e)	A désigner
Renvoi	
Numéro	4428
Date	01/03/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	01/09/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 01/10/2019, la commission a pris connaissance de la note introductive du rapporteur et a décidé de la déclassifier. Elle a décidé de tenir une audition avec un maximum de trois experts lors d'une prochaine réunion, d'autoriser le rapporteur à effectuer une visite d'information à Madrid et à Barcelone (Espagne) (les deux sous réserve de la disponibilité des fonds), et de demander un avis de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) qui précise dans quelles circonstances, le cas échéant, la Convention européenne des droits de l'homme autorise l'incrimination des appels à des changements constitutionnels radicaux par des moyens pacifiques lancés par les responsables politiques ou les représentants de la société civile, y compris les appels à l'indépendance ou à une autonomie étendue de certaines parties

du territoire national. Elle a décidé d'adresser un questionnaire aux parlements nationaux via le Centre européen de recherche et de documentation parlementaires (CERDP).

Le 15/11/2019, la commission a tenu une audition avec la participation de trois experts. Du 3 au 7 février 2020, le rapporteur a effectué une visite d'information à Madrid et à Barcelone.

Du 14/04/2020 au 05/05/2020, une consultation écrite des autorités turques a été effectuée sur la base d'un extrait du projet de rapport concernant la Turquie.

Le 29/06/2020, la commission a entendu une déclaration du rapporteur suite à sa visite d'information en Espagne du 3 au 6 février 2020, et a tenu un échange de vues avec Dr Kerem Altıparmak, juriste consultant, lauréat du prix franco-allemand des droits de l'homme et de l'État de droit en 2017.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	En finir avec les disparitions forcées sur le territoire du Conseil de l'Europe
Origine	Proposition
Titre	En finir avec les disparitions forcées sur le territoire du Conseil de l'Europe
Numéro	14816
Rapporteur(e)	GATTOLIN, André
Pays	France
Groupe politique	ADLE
Désigné le	29/05/2019
Renvoi	
Numéro	4437
Date	12/04/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	12/10/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 12/12/2019, la commission a examiné une note introductive et a autorisé le rapporteur à effectuer une visite d'information au Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève (Suisse) et à organiser une audition lors d'une future réunion avec jusqu'à trois experts (les deux sous réserve de la disponibilité des fonds).

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Comment faire bon usage des avoirs confisqués d'origine criminelle?
Origine	Proposition
Titre	Comment faire bon usage des avoirs confisqués d'origine criminelle?
Numéro	14841
Rapporteur(e)	VALLINI, André
Pays	France
Groupe politique	SOC
Désigné le	29/05/2019
Renvoi	
Numéro	4443
Date	12/04/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	12/10/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 15/11/2019, la commission a examiné une note introductive et a décidé d'autoriser le rapporteur à effectuer une visite d'information en Italie et à organiser une audition avec jusqu'à trois experts devant la commission (les deux sous réserve de la disponibilité des fonds).

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport	Traiter la question des combattants étrangers de Daech et de leurs familles qui rentrent de Syrie et d'ailleurs dans les États membres du Conseil de l'Europe
Origine	Proposition
Titre	Traiter la question des combattants étrangers de Daech et de leurs familles qui rentrent de Syrie et d'ailleurs dans les États membres du Conseil de l'Europe
Numéro	14878
Rapporteur(e)	OMTZIGT, Pieter
Pays	Pays-Bas
Groupe politique	PPE/DC
Désigné le	01/10/2019
Renvoi	
Numéro	4452
Date	24/06/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	24/12/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 10/12/2019, la commission a entendu une déclaration du Rapporteur et l'a autorisé à organiser une audition avec la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et un autre expert lors d'une prochaine réunion de la commission, sous réserve de la disponibilité des fonds, et d'adresser un questionnaire aux parlements nationaux via le Centre européen de recherche et de documentation parlementaires (CERDP). Le 27/01/2020, la commission a décidé de permettre à des personnes ayant un intérêt spécifique d'assister à la discussion de ce sujet prévue la même semaine. Le 28/01/2020, la commission a examiné une note introductive, a décidé de la déclassifier et a approuvé un questionnaire à adresser aux parlements nationaux via le Centre européen de recherche et de documentation parlementaires (CERDP). Le 14/10/2020, la commission a décidé, en principe, d'ouvrir au public l'audition prévue pour le 09/11/2020.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Faire rendre des comptes pour la destruction du vol MH 17
Origine	Proposition
Titre	Faire rendre des comptes pour la destruction du vol MH 17
Numéro	14929
Rapporteur(e)	CORLĂȚEAN, Titus
Pays	Roumanie
Groupe politique	SOC
Désigné le	01/10/2019
Renvoi	
Numéro	4460
Date	28/06/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	28/12/2021
Autres	
Etat d'avancement en commission	Le 10/12/2019, la commission a entendu une déclaration du rapporteur. Le 28/01/2020, la commission a examiné une note introductive et a décidé de la déclassifier. Elle a autorisé le rapporteur à poser des questions écrites à la Fédération de Russie et aux États-Unis, et à effectuer des visites d'information aux Pays-Bas et en Ukraine.
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	70e anniversaire des Conventions de Genève: la contribution du Conseil de l'Europe à la synergie croissante entre le Droit international humanitaire et le Droit international des droits de l'homme
Origine	Proposition
Titre	70e anniversaire des Conventions de Genève: la contribution du Conseil de l'Europe à la synergie croissante entre le Droit international humanitaire et le Droit international des droits de l'homme
Numéro	14925
Rapporteur(e)	BALFE, Richard
Pays	Royaume-Uni
Groupe politique	NI
Désigné le	01/10/2019
Commission pour avis	Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées
Rapporteur(e)	GOUTTEFARDE, Fabien
Pays	France
Groupe politique	ADLE
Désigné le	02/09/2019
Renvoi	
Numéro	4464
Date	30/09/2019
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	30/03/2022
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Émergence des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) et leur nécessaire appréhension par le droit européen des droits de l'homme
Origine	Proposition
Titre	Émergence des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) et leur nécessaire appréhension par le droit européen des droits de l'homme
Numéro	14945
Rapporteur(e)	GOUTTEFARDE, Fabien
Pays	France
Groupe politique	ADLE
Désigné le	29/06/2020
Renvoi	
Numéro	4479
Date	27/01/2020
Prolongé le	07/05/2020
Valable jusqu'au	27/07/2022
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport	Aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme
Origine	Proposition
Titre	Aspects juridiques de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme
Numéro	15014
Rapporteur(e)	CORLĂȚEAN, Titus
Pays	Roumanie
Groupe politique	SOC

Désigné le 29/06/2020

Renvoi

Numéro 4488
Date 27/01/2020
Prolongé le 07/05/2020
Valable jusqu'au 27/07/2022

Autres

Etat d'avancement en commission
Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport Prisonniers politiques en Fédération de Russie

Origine

Titre Prisonniers politiques en Fédération de Russie
Numéro 15049

Proposition**Rapporteur(e)**

Pays Islande
Groupe politique SOC
Désigné le 29/06/2020

ÆVARSDÓTTIR, Thorhildur Sunna**Renvoi**

Numéro 4501
Date 06/03/2020
Prolongé le 07/05/2020
Valable jusqu'au 06/09/2022

Autres

Etat d'avancement en commission Le 14/10/2020, la commission a examiné une note introductive et a décidé de tenir une audition avec un maximum de quatre experts et un représentant des autorités russes lors d'une prochaine réunion.

Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport Les violations des droits de l'homme au Bélarus nécessitent une enquête internationale

Origine

Titre Les violations des droits de l'homme au Bélarus nécessitent une enquête internationale
Numéro 15135

Proposition**Rapporteur(e)**

Pays France
Groupe politique ADLE
Désigné le 14/10/2020

LOUIS, Alexandra**Renvoi**

Numéro 4529
Date 15/09/2020
Valable jusqu'au 15/09/2022

Autres

Etat d'avancement en commission
Adopté en commission le
N° Doc. du rapport
Date prévue de débat

Titre du projet de rapport

Origine	Décision du Bureau
Titre	Examen des questions de responsabilité civile et pénale dans le contexte du changement climatique
Rapporteur(e)	A désigner
Renvoi	
Numéro	4530
Date	15/09/2020
Valable jusqu'au	15/09/2022
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport **Combattre et prévenir l'usage excessif et injustifié de la force par les forces de l'ordre**

Origine	Proposition
Titre	Combattre et prévenir l'usage excessif et injustifié de la force par les forces de l'ordre
Numéro	15137
Rapporteur(e)	MEREZHKO, Oleksandr
Pays	Ukraine
Groupe politique	SOC
Désigné le	14/10/2020
Renvoi	
Numéro	4534
Date	12/10/2020
Valable jusqu'au	12/10/2022
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	

Titre du projet de rapport **Empoisonnement d'Alexei Navalny**

Origine	Proposition
Titre	Empoisonnement d'Alexei Navalny
Numéro	15155
Rapporteur(e)	MAIRE, Jacques
Pays	France
Groupe politique	ADLE
Désigné le	14/10/2020
Renvoi	
Numéro	4539
Date	12/10/2020
Valable jusqu'au	12/10/2022
Autres	
Etat d'avancement en commission	
Adopté en commission le	
N° Doc. du rapport	
Date prévue de débat	